

Yves COURROYE

Commissaire aux comptes

**ASSOCIATION
MISSION LOCALE
OUEST CÔTES D'ARMOR**

**Rapport
du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
exercice clos le 31/12/2022**

**ASSOCIATION
MISSION LOCALE
CÔTES D'ARMOR**

**Rapport
du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
exercice clos le 31/12/2022**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale Ouest Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les provisions pour risques notamment relatives au non versement de la subvention FSE semble manifestement très largement dotée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés au conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Yves COURROYE

Commissaire aux comptes

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Langueux,
Le 15 juin 2023.

Le commissaire aux comptes
Yves Courroye.



Yves COURROYE

Commissaire aux comptes

**ASSOCIATION
MISSION LOCALE
CÔTES D'ARMOR**

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
Sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2022**

**ASSOCIATION
MISSION LOCALE
CÔTES D'ARMOR**

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
Sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos
Exercice clos le 31 décembre 2022**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. L'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Langueux,
Le 15 juin 2023.

Le commissaire aux comptes
Yves Courroye



Yves COURROYE

Commissaire aux comptes

**ASSOCIATION
MISSION LOCALE
CÔTES D'ARMOR**

Annexes

Bilan actif et passif

Compte de résultat

Annexes au bilan

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	1 463	1 463				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	288 576	214 642	73 935	36 866	37 068	100.55
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	1 465		1 465	1 465		
	Prêts						
	Autres	1 058		1 058	1 058		
	Total I	292 562	216 105	76 457	39 389	37 068	94.11
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	762 907		762 907	475 963	286 945	60.29
	Valeurs mobilières de placement	156 138	8 719	147 420	163 465	- 16 045	- 9.82
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	652 882		652 882	539 536	113 346	21.01
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	800		800	5 469	- 4 669	- 85.37
	Total II	1 572 728	8 719	1 564 009	1 184 433	379 576	32.05
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts ^(III)						
	Primes de remboursement des emprunts ^(IV)						
	Ecart de conversion actif ^(V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 865 289	224 823	1 640 466	1 223 822	416 644	34.04

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an



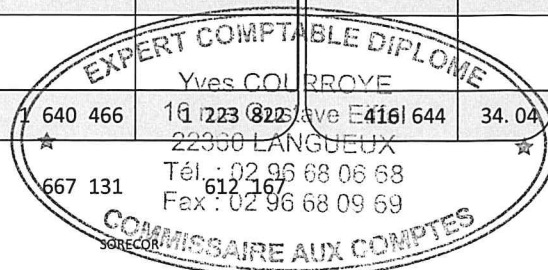
BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	34 387	34 387		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	327 980	143 309	184 671	128. 86
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	196 932	184 671	12 261	6. 64
	Situation nette (sous total)	559 299	362 367	196 932	54. 35
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	559 299	362 367	196 932	54. 35
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	298 080	146 435	151 645	103. 56
	Total III	298 080	146 435	151 645	103. 56
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	20 759	30 738	- 9 978	- 32. 46
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	43 731	56 666	- 12 935	- 22. 83
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	304 270	284 076	20 194	7. 11
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	298 371	242 377	55 994	23. 10
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	115 956	101 163	14 792	14. 62
DETTES (1)	Total IV	783 087	715 020	68 067	9. 52
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 640 466	1 123 825	516 644	34. 04

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	1 179 932		625 624		554 307	88.60
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	1 350 953		1 626 453		- 275 501	- 16.94
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	77 614		21 526		56 088	260.55
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	64 848		40 124		24 724	61.62
Total I	2 673 346		2 313 728		359 619	15.54
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	467 500		462 293		5 207	1.13
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	145 651		132 200		13 452	10.18
Salaires et traitements	1 254 188		1 160 271		93 917	8.09
Charges sociales	375 680		361 519		14 161	3.92
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 054		9 545		6 509	68.19
Dotations aux provisions	200 600				200 600	
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	927		19		908	NS
Total II	2 460 601		2 125 847		334 754	15.75
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	212 746		187 881		24 865	13.23

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		294		765	- 471	- 61. 55
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		3 274		1 060	2 214	208. 78
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		3 568		1 825	1 743	95. 50
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		8 719		3 274	5 445	166. 30
Intérêts et charges assimilées		10 786		194	10 592	NS
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		19 505		3 468	16 036	462. 37
2. Résultat financier (III-IV)		- 15 936		- 1 643	- 14 293	- 869. 87
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		196 809		186 238	10 571	5. 68
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		2 521		18 324	- 15 803	- 86. 24
Sur opérations en capital				711	- 711	- 100. 00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		2 521		19 035	- 16 514	- 86. 76
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		2 398		20 602	- 18 204	- 88. 36
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		2 398		20 602	- 18 204	- 88. 36
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		123		- 1 567	1 690	107. 85
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		2 679 435		2 334 588	344 848	14. 77
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		2 482 503		2 149 917	332 586	15. 47
5. EXCEDENT OU DEFICIT		196 932		184 671	12 261	6. 64

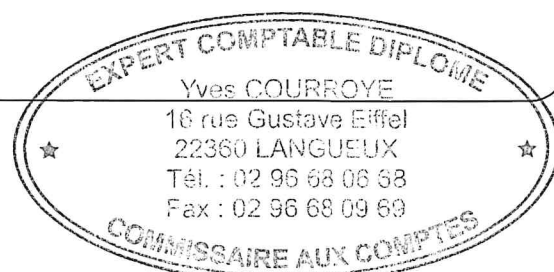


ANNEXE

SOMMAIRE

	page	
- REGLES ET METHODES COMPTABLES		
Principes et conventions générales	14	
Permanence ou changement de méthodes	15	
 - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN		
Etat des immobilisations	15	
Etat des amortissements	16	
Etat des provisions	16	
Etat des échéances des créances et des dettes	17	
Variation des fonds propres	17	
Evaluation des immobilisations corporelles	17	
Evaluation des créances et des dettes	17	
Evaluation des valeurs mobilières de placement	18	
Dépréciation des valeurs mobilières de placement	18	
Produits à recevoir	18	
Charges à payer	18	
Charges et produits constatés d'avance	18	
 - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT		
Ventilation des subventions	19	
Valorisation des contributions volontaires	19	
Honoraires des commissaires aux comptes	19	
 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS		
Engagement en matière de pensions et retraites	19	1

NA = Non Applicable NS = Non significative



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 640 465.88 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 673 346.38 Euros et dégageant un excédent de 196 932.19 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social de l'entité :

La Mission locale « Ouest Côtes d'Armor » est une association Loi 1901. En concertation avec ses différents partenaires, elle a une mission de service public d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire.

La Mission Locale Ouest Côtes d'Armor intervient sur le territoire des Pays du Trégor-Goëlo et de Guingamp qui est composé d'une communauté d'agglomération et de 13 communautés de communes et qui regroupe au total 138 communes pour environ 195 000 habitants. Elle propose un service de proximité pour tous les jeunes, quel que soit leur lieu d'habitation : 14 lieux de permanence décentralisée et 3 services « Emploi-Entreprises » sur ses sites permanents de Lannion, Guingamp et Paimpol.

Les principaux objectifs sont :

- L'accompagnement individuel des jeunes
- L'élaboration et la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives visant à répondre aux enjeux identifiés sur le territoire d'intervention en matière d'insertion sociale et professionnelle-La participation aux divers plans d'actions élaborés à différentes échelles territoriales et notamment au niveau national en qualité de membre du service public de l'emploi.
- Le maillage territorial avec les acteurs publics et privés qui peut enrichir et améliorer l'offre de services déployés par la MLOCA.
- Le développement et l'expérimentation de projets pour apporter des réponses innovantes aux multiples enjeux identifiés en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, mobilité, emploi...)

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

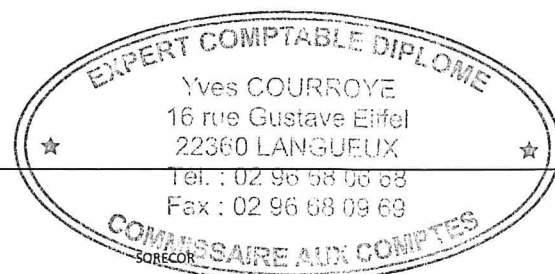
Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 463		
Installations générales agencements aménagements divers	20 172		40 041
Matériel de transport	2 747		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	212 536		13 081
TOTAL	235 454		53 122
Autres titres immobilisés	1 420		
Prêts, autres immobilisations financières	1 058		
TOTAL	2 478		
TOTAL GENERAL	239 394		53 122



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			1 463	1 463
Installations générales agencements aménagements divers			60 213	60 213
Matériel de transport			2 747	2 747
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			225 617	225 617
TOTAL			288 576	288 576
Autres titres immobilisés			1 420	1 420
Prêts, autres immobilisations financières			1 058	1 058
TOTAL			2 478	2 478
TOTAL GENERAL			292 517	292 517

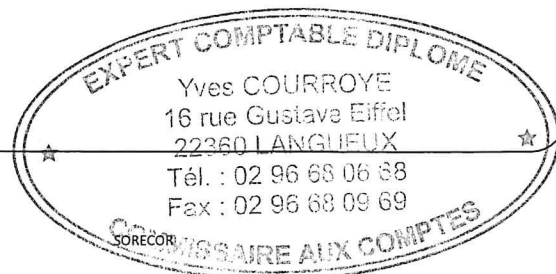
Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	1 463			1 463
Installations générales agencements aménagements divers	9 919	5 851		15 770
Matériel de transport	132	916		1 048
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	188 537	9 287		197 824
TOTAL	198 588	16 054		214 642
TOTAL GENERAL	200 051	16 054		216 105

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	5 851				
Matériel de transport	916				
Matériel de bureau informatique mobilier	9 287				
TOTAL	16 054				
TOTAL GENERAL	16 054				

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	146 435			48 955	97 480
Autres provisions pour risques et charges		200 600			200 600
TOTAL	146 435	200 600		48 955	298 080



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation	3 274	12 030	6 585		8 719
TOTAL	3 274	12 030	6 585		8 719
TOTAL GENERAL	149 709	212 630	6 585	48 955	306 799
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		200 600	48 955		
financières		8 719	3 274		

Les provisions pour risques et charges comptabilisées cet exercice couvrent le risque de non recouvrement d'une partie des subventions sur les nouveaux dispositifs FSE et CEJ mis en place à compter de cet exercice (192.4 K€) sur les demandes réalisées et un litige en cours avec un fournisseurs (8.2 K€)

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 058	1 058	
Personnel et comptes rattachés	623	623	
Divers état et autres collectivités publiques	12 000	12 000	
Débiteurs divers	750 284	750 284	
Charges constatées d'avance	800	800	
TOTAL	764 765	764 765	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	20 759	20 759		
Fournisseurs et comptes rattachés	43 731	43 731		
Personnel et comptes rattachés	119 623	119 623		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	183 198	183 198		
Autres impôts taxes et assimilés	1 449	1 449		
Autres dettes	298 371	298 371		
Produits constatés d'avance	115 956	115 956		
TOTAL	783 087	783 087		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 105			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	11 083			

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode CUMP. (COUT UNITAIRE MOYEN PONDERE)

Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	645 023
Total	645 023

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 480
Dettes fiscales et sociales	195 490
Total	202 970

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	800
Total	800
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	115 956
Total	115 956



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Subvention de fonctionnement - DREETS - POLE EMPLOI	702 151
Subvention de fonctionnement - REGION BRETAGNE	177 445
Subvention de fonctionnement - DEPARTEMENT	117 893
Subvention de fonctionnement - COLLECTIVITES	353 462
Subvention CEJ	576 749
Subvention conjoncturelles	603 183
Total	2 530 883

Valorisation des contributions volontaires

Les mises à disposition gratuite des locaux pour les permanences communales sont évaluées pour 67.400 € au titre de l'exercice clos au 31/12/2022.

Ces montants apparaissent à compter de cet exercice en classe 8 contre une comptabilisation en charges et produits l'exercice précédent.

Le bénévolat n'a pas pu être valorisé au 31/12/2022.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 3.086 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La provision comptabilisée au 31/12/2022 correspond à l'engagement en cours, déduction des placements sur passifs sociaux.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
	ENGAGEMENT RETRAITE 2022	178 008
Engagement total		178 008



ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Hypothèses de calculs retenues

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision pour départ à la retraite sont les suivantes :

Age de départ à la retraite : 64 ans

Turn over : Faible

Taux d'actualisation retenue : 3.77 %

Progression de salaire envisagée : 1.10 %

Table de mortalité : INSEE 2008

Le montant de la provision calculée au 31/12/2022 est de 178.008 €.

Le montant comptabilisé correspond au montant de la provision totale déduction faite des placements réalisés permettant de couvrir partiellement le montant des indemnités dues à échéance.

Le taux d'actualisation en forte hausse par rapport à l'année précédente a fortement impacté la provision qui est en forte diminution par rapport à l'année précédente.

